

CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 7 FÉVRIER 2022

❧ PROPOSITIONS DE DÉLIBÉRATIONS ❧

DIRECTION GÉNÉRALE

2 - COMPTE RENDU DES DÉCISIONS PRISES EN VERTU DES ARTICLES L. 2122-22 ET L. 2122-23 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DES MARCHÉS PASSÉS SUR DÉLÉGATION EN VERTU DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU MÊME CODE

Conformément à la délégation que le Conseil municipal accorde au Maire en vertu des articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, je vous rends compte que j'ai décidé :

1 – D'accepter le règlement de la somme de 600 € à la SAS CCT notaires associés représentée par Maître SEMPE dans l'affaire : annulation de copropriété horizontale « Résidence La Bruyère » ;

2 - D'accepter le règlement de la somme de 213,96 € au cabinet Pierre Mazoué huissier de justice chargé de l'affaire Commune de Tarbes c/SCI Pauilhac Animation (travaux d'office immeuble place Montaut) ;

3 – D'ester en justice dans l'affaire Monsieur Chelle, Monsieur Colin, Madame Mendez et le syndicat CGT des fonctionnaires territoriaux c/Commune de Tarbes et de désigner le cabinet Alizé 360 pour représenter la ville dans cette affaire ;

4 – De contracter auprès de la Banque Postale un emprunt dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Score 1A
- Montant du prêt : 3 000 000,00 €
- Durée du contrat de prêt : 20 ans et 1 mois
- Taux d'intérêt annuel : taux fixe 0,73 % ;

5 - De contracter auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Pyrénées Gascogne, un emprunt dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Montant : 1 800 000,00 €
- Domiciliataire : Crédit Agricole CIB
- Date de mise à disposition des fonds : 14/01/2022
- Date de remboursement final : 14/01/2042
- Amortissement : annuel linéaire
- Taux d'intérêts : taux fixe (base exacte :360) et qui ne pourra en aucun cas être supérieur à 0,76 % ;

6 – De renouveler l'adhésion à l'association ANDES et d'accepter le règlement de la cotisation de 478 € pour l'année 2022 ;

7 - De renouveler l'adhésion à l'association des Maires des Hautes-Pyrénées et d'accepter le règlement de la cotisation de 2 188,85 € pour l'année 2022 ;

8 - De renouveler l'adhésion à Villes de France, villes et agglomérations et d'accepter le règlement de la cotisation de 3 943,89 € pour l'année 2022 ;

9 - D'augmenter les tarifs des fabrications et prestations de la cuisine centrale et les tarifs du restaurant l'Arsenal à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

10 - De fixer le tarif des droits de place et d'occupation du domaine public pour le kiosque de la Place Marcadieu à 5 781,90 € pour l'année 2022 ;

11 - De mettre à disposition de l'association UFC Que choisir, à titre gracieux, les locaux situés Ecole Daudet Ferry, 4 rue Daudet du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

12 - De mettre à disposition de l'association départementale des Pupilles de l'Enseignement Public (PEP65), à titre gracieux, les locaux situés Ecole Daudet Ferry, 4 rue Daudet du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

13 - De mettre à disposition de l'association Tarbes Animation Nord (TAN), à titre gracieux, les locaux situés à la Maison de Quartier de Laubadère, Boulevard Saint Exupéry, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

14 - De mettre à disposition des associations EURCASIA et Tarbes Pyrénées Athlétisme, à titre gracieux, les locaux situés école Victor Hugo, 7 rue de l'Ayguerote du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

15 - De mettre à disposition de l'association Les Pieds Noirs de Bigorre (APNB), à titre gracieux, les locaux situés école Louis Pergaud, 44 bis rue Abbé Torné du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

16 - De mettre à disposition de l'association Photographie E, à titre gracieux, les locaux situés école Louis Pergaud, 44 rue Abbé Torné du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

17 - De mettre à disposition de l'association Les Mains d'Argile, à titre gracieux, les locaux situés école Daudet Ferry, 4 rue Daudet, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

18 - De mettre à disposition de l'association l'Amicale des Anciens des Cigognes, à titre gracieux, les locaux situés 22 quai de l'Adour, du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022 ;

19 - De mettre à disposition de l'association Médiannes, à titre gracieux, les locaux situés 7 boulevard Garigliano du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022 ;

20 - De mettre à disposition de l'association Echiquier de Bigorre, à titre gracieux, les locaux situés 47 rue Brauhauban du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

21 - De mettre à disposition de l'association Les Jeudis du Ski Tarbais, à titre gracieux, les locaux situés 61 bis Place du Foirail du 1^{er} décembre 2022 au 23 septembre 2023 ;

22 - De mettre à disposition de l'association Association Laïque Urac Sendère (ALUS), à titre gracieux, les locaux situés rue d'Ourrec du 15 décembre 2021 au 14 décembre 2024 ;

23 - De mettre à disposition de l'Office Central Coopération à l'Ecole (OCCE 65), à titre gracieux, les locaux situés école Daudet Ferry, 4 rue Daudet, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

24 - De mettre à disposition de la Ligue des Droits de l'Homme, à titre gracieux, les locaux situés école Daudet Ferry 4 rue Daudet, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

25 - De mettre à disposition de l'association ARTEFACT, à titre gracieux, les locaux situés école Daudet Ferry 4 rue Daudet, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

26 - De mettre à disposition de l'association CODEP 65, à titre gracieux, les locaux situés école Daudet Ferry 4 rue Daudet, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

27 - De mettre à disposition de l'association Les Amis du Parc des Pyrénées, à titre gracieux, les locaux situés 2 chemin de l'Ormeau du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

28 - De mettre à disposition de l'Université du Temps Libre (UTL), à titre gracieux, les locaux situés école Louis Pergaud, rue Abbé Torné du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

29 - De mettre à disposition de l'association Big Bang 65 Tarbais, à titre gracieux, les locaux situés école Daudet Ferry 7 rue André Beyer, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

30 - De mettre à disposition de l'association Art et Sculpture, à titre gracieux, les locaux situés école Daudet Ferry 4 rue Daudet, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

31 - De mettre à disposition de l'association FNACA, à titre gracieux, les locaux situés à la Maison de Quartier du Martinet, 9 rue Marie Saint Frai, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

32 - De mettre à disposition du Mouvement pour la Paix, à titre gracieux, les locaux situés école Louis Pergaud, rue Abbé Torné, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

33 - De mettre à disposition de l'association Aujourd'hui j'ai couture, à titre gracieux, les locaux situés école Victor Hugo, 7 rue de l'Ayguerote, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022 ;

34 - De mettre à disposition de l'association Consommation Logement Cadre de Vie (CLCV UD 65), à titre gracieux, les locaux situés Résidence Lous Esquiros 1 rue Maryse Hilsz, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

35 - De mettre à disposition de l'association Informatique Tarbaise, à titre gracieux, les locaux situés école Daudet Ferry, 4 rue Daudet, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

36 - De mettre à disposition des associations Hobbies Passion et Groupe Fête La Gespe, à titre gracieux, les locaux situés 9 rue Gaston Dreyt, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

37 - De mettre à disposition de l'Académie Municipale de Billard, à titre gracieux, les locaux situés école Daudet Ferry, 5 rue André Breyer, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

38 - De mettre à disposition de la Société Académique des Hautes-Pyrénées, à titre gracieux, les locaux situés école Louis Pergaud, 44 rue Abbé Torné du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

39 - De mettre à disposition de l'association Amitié et Nature Tarbes, à titre gracieux, les locaux situés à la Maison de Quartier du Martinet, 9 rue Marie Saint Frai, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

40 - De mettre à disposition de l'association Club Des Chiffres et Des Lettres, à titre gracieux, les locaux situés école Louis Pergaud, 44 rue Abbé Torné du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

41 - De mettre à disposition de l'association le Bridge Club Tarbes, à titre gracieux, les locaux situés à la Maison de Quartier du Martinet, 9 rue Marie Saint Frai, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

42 - De mettre à disposition du Comité Départemental de Basket Ball, à titre gracieux, les locaux situés école Daudet Ferry, 9 rue André Breyer, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

43 - De mettre à disposition de l'association Club des Amis du Snooker Tarbais, à titre gracieux, les locaux situés école Daudet Ferry, 7 rue André Breyer, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

44 - De mettre à disposition de l'association Equipes Saint Vincent, à titre gracieux, les locaux situés « Le Relais » rue Eugène Ténnot, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023 ;

45 - De mettre à disposition du District FSGT Tarbais, à titre gracieux, les locaux situés 24 Quai de l'Adour du 1^{er} mars 2022 au 28 février 2024 ;

46 - De mettre à disposition de l'association ALEPH, à titre payant en contrepartie d'une contribution aux charges de fonctionnement fixée à 200,00 € TTC par mois, les locaux situés à la Maison des Associations de l'Arsenal, 11 rue de la Chaudronnerie, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 ;

47 - D'accepter l'indemnisation des sinistres suivants :

Date du sinistre	Objet	Organisme payeur	Montant
03/03/2020	Dégât au domaine public – Boulevard Claude Debussy	SMACL	874,80 €
15/10/2021	Choc véhicule Piaggio FL 968 KV – Place de Verdun	SMACL	834,91 €
TOTAL			1 709,71 €

48 - D'accorder ou de renouveler les concessions de cimetières suivantes :

CIMETIERE	CARRE	COLOMBARUIM	RANGEE	N°	DUREE	DECISION
La Sède	22		5	8	15	18/01/2022
Nord	T1		6	7	15	08/12/2021
Nord	50		4	13	15	09/12/2021
Nord	36		4	5	15	14/12/2021
Nord	51		3	12	15	14/12/2021
Nord		O Face ouest		5	15	21/12/2021
Nord	56		4 bis	15	15	05/01/2022
Nord	T1		6	6	15	03/01/2022
Nord	T1		6	5	15	17/01/2022
Nord	46		2	9	15	17/01/2022
Nord		O Face ouest		16	15	18/01/2022
Nord	MUS-N		3	21	15	20/01/2022
Nord		C Face est		9	30	19/01/2022
Nord		D Face nord		8	30	30/12/2021
Nord		O Face ouest		4	30	24/12/2021
Nord	10		4	2	30	22/12/2021
Nord	29		1	11	30	22/12/2021
Nord	28		4	8	30	15/12/2021
Nord	C6		3	7	50	30/12/2021
Nord	C7		1	5	50	09/12/2021
Nord	24		1	11	50	09/12/2021
Saint Jean	7V		Sud	4	50	14/01/2022

49 - D'attribuer les marchés selon la liste ci-jointe :

MARCHÉS PASSÉS SUR DÉLÉGATION ARTICLE L 2122-22 DU CGCT

Identification du marché	Désignation du lot concerné	Titulaire	Montant € HT	Durée du marché	Date comission	Date notification
Remplacement de l'éclairage sur différents sites sportifs de la ville de Tarbes	Lot n° 1 : Gymnase Fanlou	SPIE CITY NETWORKS	30 023,17 € HT	Le délai d'exécution est de 3 semaines, phase de préparation comprise	05/11/2021	08/12/2021
	Lot n° 2 : Boulodrome	SPIE CITY NETWORKS	17 004,56 € HT	Le délai d'exécution est de 1 mois, phase de préparation comprise		08/12/2021
	Lot n° 3 : Court de tennis couvert n° 2 Camecasse	LUMINEM	10 861,00 € HT	Le délai d'exécution est de 1 mois et 3 semaines, phase de préparation comprise		07/12/2021
Acquisition d'un broyeur de végétaux sur châssis routier	Lot unique	CORBERES SAINT GERMES	52 810,00 € HT	Le délai de livraison est de 4 mois, à compter de la date de notification du contrat.	10/12/2021	14/12/2021
Fourniture de mâts d'éclairage public	Lot n° 1 : candélabres aluminium	PETITJEAN	Montant maximum annuel de 30 000,00 € HT	L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 4 décembre 2021, reconductible 3 fois 1 an	15/10/2021	03/12/2021
Réfection du sol de la salle d'activités du gymnase de l'Arsenal	Lot n° 1 : Gros œuvre	EFFICASS CONSTRUCTION	123 651,00 € HT	Le délai d'exécution est de 9 semaines, période de préparation comprise	05/11/2021	13/12/2021
	Lot n° 2 : Revêtement de sol	ST GROUPE	62 600,00 € HT	Le délai d'exécution est de 7 semaines, période de préparation comprise		10/12/2021
Fourniture et installation de filets pare-ballon	Lot unique	HUCK OCCITANIA	14 705,64 € HT	Le délai d'exécution est de 2 mois	05/11/2021	10/12/2021

Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre portant sur la transformation du couvent Carmel en résidence "Villa des arts"	Lot unique	VITAM INGENIERIE	11 530,00 € HT	En cas de recouvrement des tranches dans le temps, la durée globale minimum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 18 mois	05/11/2021	14/12/2021
Fourniture de pain pour le centre de vacances l'Arcouade à Payolle	Lot unique	IG GOURMANDISES	Montant minimum annuel de 2 000,00 € HT et un montant maximum annuel de 7 800,00 € HT	L'accord-cadre est conclu pour une période initiale allant de la date de notification, jusqu'au 02/06/2022, reconductible 2 fois 1 an	15/10/2021	16/12/2021
Fourniture de terreaux de culture	Lot n° 1 : Substrat standart avec tourbe	MAISAGRI	Montant maximum annuel de 30 000,00 € HT	L'accord-cadre est conclu pour une période initiale allant du 01/01/2021 jusqu'au 01/01/2023, reconductible 3 fois 1 an	05/11/2021	17/12/2021
Maîtrise d'œuvre portant sur la construction d'un bâtiment modulaire pour l'école de rugby au stade Plaine de jeux Camescasse	Lot unique	Groupeement CANDARCHITECTES / GT INGENIERIE / INGETECH / JCONSULTANT	23 450,00 € HT	La mission du maître d'oeuvre s'achève à la fin du délai de "Garantie de parfait achèvement ou après la prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées.	10/12/2021	21/12/2021
Mise en accessibilité PMR du groupe scolaire La Providence	Lot n° 3 : Menuiseries extérieures / serrurerie	MMS PYRENEES	31 134,25 € HT	Le délai d'exécution est de 2 semaines dont 1 mois de période de préparation	05/11/2021	22/12/2021
	Lot n° 4 : Menuiseries intérieures	ENTREPRISE LERDA	4 753,44 € HT	Le délai d'exécution est de 3 semaines dont 1 mois de période de préparation		
	Lot n° 1 : Dommages aux Biens 1-1 Ville / 1-2 CCAS	Courtier 2C COURTAGES / Compagnie d'assurance : SMACL	Offre franchise niveau 3 et TR exposition incluse d'un montant de 168 826,00 €. A cela il faut ajouter la PSE TR collection HUSSARD d'un montant de 10 764,00 € pour la ville de Tarbes. Offre franchise niveau 1 d'un montant de 3632,00 € pour le CCAS,			15/12/2021

Prestation de service d'assurance	Lot n° 2 : Responsabilité civile générale 2-1 Ville / 2-2 CCAS / 2-3 CDE	Courtier 2C COURTAGE / Compagnie d'assurance : SMACL	Solution de base « SANS FRANCHISE » d'un montant Global de 46 532 € ; soit : VILLE = 44 568 € / CCAS = 1 424 € / CDE = 540 €	Le marché est conclu pour une durée de cinq ans, à compter du 1er janvier 2022 à 0h00 et cessera le 31 décembre 2026 minuit.	15/10/2021	15/12/2021
	Lot n° 3 : Protection juridique 3-1 Ville / 3-2 CCAS / 3-3 CDE	Courtier SOFAXIS / Compagnie d'assurance : SHAM	Le budget de ce lot est de 4 638,45 € réparti entre les membres du groupement : VILLE = 3 940,09 € / CCAS = 349,18 € / CDE = 349,18 €			15/12/2021
	Lot n° 4 : Flotte- automobiles et auto- missions 4-1 Ville / 4-2 CCAS / 4-3 CDE	Compagnie d'assurance : GROUPAMA D'OC	Offre globale de 68 816,95 € se décompose comme suit : VILLE = 64 073,95 € / CCAS = 3 783 € / CDE = 960 €			15/12/2021
	Lot n° 6 : Droits Statutaires 6-1 CCAS / 6-2 CDE	Courtier GRAS SAVOYE / Compagnie d'assurance : CNP	CCAS : Variante 1: DCE + AT sans franchise pour 24 602,83 € / CDE : Solution de base DCE + AT sans franchise pour 9 322,27€			15/12/2021
	Lot n° 7 : Individuelle accidents 7-1 Ville / 7-2 CCAS / 7-3 CDE	Courtier PNAS / Compagnie d'assurance : AREAS	L'offre globale de 2 131,75 € se décompose entre : VILLE = 898,66 € / CCAS = 545,50€ / CDE = 687,59 €			15/12/2021
Conception graphique, réalisation et maintenance du site intranet de la mairie de Tarbes	Lot unique	ANYWARE SERVICES	Montant maximum sur 4 ans de 155 000,00 € HT	L'accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans à compter de la date de notification du contrat jusqu'à la fin de la période de maintenance.	05/11/2021	10/12/2021
Fourniture de matériel scénique de son pour la ville de Tarbes	Lot n° 1 : Accessoires son	AUDIO PRO	Montant maximum annuel de 5 000,00 € HT	L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois, à compter de la date de notification du contrat. Reconductible 3 fois 1 an.	05/11/2021	10/01/2022
	Lot n° 2 : Microphones	AUDIOMASTER EVENON	Montant maximum annuel de 20 000,00 € HT			10/01/2022
	Lot n° 3 : Consoles son ALLEN & HEATH	AUDIOMASTER EVENON	Montant maximum annuel de 25 000,00 € HT			10/01/2022
	Lot n° 4 : Intercoms VOKKERO	AUDIOMASTER EVENON	Montant maximum annuel de 20 000,00 € HT			10/01/2022
	Lot n° 5 : Périphériques et traitements audio	AUDIO PRO	Montant maximum annuel de 10 000,00 € HT			10/01/2022
	Lot n° 6 : Câblage et connectique son	AUDIO PRO	Montant maximum annuel de 5 000,00 € HT			10/01/2022

Fourniture de tenues et d'équipements professionnels	Lot n° 7 : Enceintes et amplificateurs NEXO	AUDIOMASTER EVENON	Montant maximum annuel de 45 000,00 € HT		10/01/2022
	Lot n° 9 : Enceintes et amplificateurs AMADEUS	AUDIO PRO	Montant maximum annuel de 20 000,00 € HT		10/01/2022
	Lot n° 10 : Enceintes et amplificateurs L. ACOUSTICS	AUDIOMASTER EVENON	Montant maximum annuel de 20 000,00 € HT		10/01/2022
	Lot n° 1 : Bas de tenue Police et ASVP	GK PROFESSIONAL	Montant maximum annuel de 25 000,00 € HT	Le marché est conclu pour une période initiale de 9 mois ½, du 16/06/2022 au 31/12/2022, reconductible 3 fois 1 an	03/01/2022
	Lot n° 2 : Blousons Police et ASVP	GK PROFESSIONAL	Montant maximum annuel de 25 000,00 € HT	Le marché est conclu pour une période initiale de 9 mois ½, du 16/06/2022 au 31/12/2022, reconductible 3 fois 1 an	03/01/2022
	Lot n° 3 : Chaussures Police et ASVP	GK PROFESSIONAL	Montant maximum annuel de 30 000,00 € HT	Le marché est conclu pour une période initiale de 9 mois ½, du 16/06/2022 au 31/12/2022, reconductible 3 fois 1 an	03/01/2022
	Lot n° 4 : Hauts de tenue Police et ASVP	MARCK& BALSAN	Montant maximum annuel de 35 000,00 € HT	Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois, du 01/01/2022 au 31/12/2022, reconductible 3 fois 1 an	03/01/2022
	Lot n° 5 : Accessoires Police et ASVP	MARCK& BALSAN	Montant maximum annuel de 40 000,00 € HT	Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois, du 01/01/2022 au 31/12/2022, reconductible 3 fois 1 an	03/01/2022
	Lot n° 7 : Chaussures d'équitation	GK PROFESSIONAL	Montant maximum annuel de 10 000,00 € HT	Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois, du 01/01/2022 au 31/12/2022, reconductible 3 fois 1 an	03/01/2022
	Lot n° 12 : Vêtement Haute Visibilité	PROTECTHOMS	Montant maximum annuel de 25 000,00 € HT	Le marché est conclu pour une période initiale de 9 mois ½, du 16/06/2022 au 31/12/2022, reconductible 3 fois 1 an	03/01/2022

10/12/2021

	Lot n° 13 : Equipement de protection individuelle	3S PROTECT	Montant maximum annuel de 25 000,00 € HT	Le marché est conclu pour une période initiale de 9 mois ½, du 16/06/2022 au 31/12/2022, reconductible 3 fois 1 an	03/01/2022
	Lot n° 14 : Vêtement de travail	BERNARD PAGES	Montant maximum annuel de 18 000,00 € HT	Le marché est conclu pour une période initiale de 9 mois ½, du 16/06/2022 au 31/12/2022, reconductible 3 fois 1 an	03/01/2022
	Lot n° 15 : Chaussure & botte de sécurité	MABEO INDUSTRIES	Montant maximum annuel de 25 000,00 € HT	Le marché est conclu pour une période initiale de 9 mois ½, du 16/06/2022 au 31/12/2022, reconductible 3 fois 1 an	03/01/2022
Fourniture de viandes fraîches et charcuteries pour le groupement de commandes entre la ville de Tarbes et le CCAS de la ville de Tarbes	Lot n° 1 : Viande de bœuf et veau frais ou réfrigérés	SICA PYRENEENE	Montant maximum annuel de 200 000,00 € HT pour la ville de Tarbes et un montant maximum annuel de 25 000,00 € HT pour le CCAS de la ville de Tarbes	L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois, à compter du 1er janvier 2022, ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure au 1er janvier 2022. Reconductible 3 fois 1 an.	03/01/2022
	Lot n° 3 : Agneau et mouton frais ou réfrigérés sous signe de qualité	SICA PYRENEENE	Montant maximum annuel de 150 000,00 € HT pour la ville de Tarbes et un montant maximum annuel de 10 000,00 € HT pour le CCAS de la ville de Tarbes		03/01/2022
	Lot n° 4 : Viandes et abats de porc frais ou réfrigérés	SICA PYRENEENE	Montant maximum annuel de 100 000,00 € HT pour la ville de Tarbes et un montant maximum annuel de 20 000,00 € HT pour le CCAS de la ville de Tarbes		03/01/2022
	Lot n° 5 : Volaille, gibier et lapin frais ou réfrigérés	LES FILS D'ESCALIERE	Montant maximum annuel de 150 000,00 € HT pour la ville de Tarbes et un montant maximum annuel de 20 000,00 € HT pour le CCAS de la ville de Tarbes		03/01/2022
				10/12/2021	

	Lot n° 6 : Charcuteries et salaisons	SYSKO FRANCE	Montant maximum annuel de 30 000,00 € HT pour la ville de Tarbes et un montant maximum annuel de 5 000,00 € HT pour le CCAS de la ville de Tarbes			03/01/2022
	Lot n° 7 : Produits spécifiques volailles	SYSKO FRANCE	Montant maximum annuel de 10 000,00 € HT pour la ville de Tarbes et un montant maximum annuel de 3 000,00 € HT pour le CCAS de la ville de Tarbes			03/01/2022
	Lot n° 8 : Charcuteries et salaisons artisanales	SYSKO FRANCE	Montant maximum annuel de 30 000,00 € HT pour la ville de Tarbes et un montant maximum annuel de 9 000,00 € HT pour le CCAS de la ville de Tarbes			03/01/2022
	Lot n° 9 : Jambon cuit sans nitrite et ventrèche	SYSKO FRANCE	Montant maximum annuel de 150 000,00 € HT pour la ville de Tarbes et un montant maximum annuel de 10 000,00 € HT pour le CCAS de la ville de Tarbes			03/01/2022
Acquisition de denrées alimentaires pour le groupement de commandes entre la ville de Tarbes et le CCAS de la ville de Tarbes	Lot n° 32 : Ovoproduits surgelés	SYSKO FRANCE	Montant minimum annuel de 100,00 € HT et un maximum annuel de 4 500,00 € HT pour la Ville de Tarbes et pour un montant maximum annuel de 500,00 € HT pour le C.C.A.S. de la Ville de Tarbes	L'accord-cadre est conclu pour une période initiale à compter de la date de notification jusqu'au 31/12/2022. Reconductible 1 fois 1 an	10/12/2021	03/01/2022
	Lot n° 34 : Légumes bio surgelés	SYSKO FRANCE	Montant minimum annuel de 500,00 € HT et un maximum annuel de 20 000,00 € pour la Ville de Tarbes et pour un montant minimum annuel de 500,00 € HT et un maximum annuel de 6 500,00 € HT pour le C.C.A.S. de la Ville de Tarbes			03/01/2022

Mise en accessibilité PMR du groupe scolaire La Providence	Lot n° 5 : Plâtrerie - Isolation - Faux- plafonds	FINIBAT	9 602,00 € HT	Le délai d'exécution est de 5 semaines avec 1 moins de période de préparation	10/12/2021	14/01/2022
	Lot n° 8 : Revêtements céramiques - Faïences		2 001,00 € HT			

**COMMISSION DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
EMPLOI - COMMERCE ET ARTISANAT**

3 - MODIFICATION DES TARIFS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Les tarifs de redevance d'occupation du domaine public, gérés par le service Commerce, n'ont pas évolué pour la plupart, depuis 2016.

Aussi, il est devenu nécessaire d'harmoniser leurs disparités tout en tenant compte de l'évolution des flux des publics qui fréquentent les commerces sédentaires et non sédentaires.

Il est proposé d'adopter la nouvelle grille tarifaire ci-dessous dont l'évolution est mesurée, l'activité commerciale favorisant l'interaction sociale de la ville de Tarbes.

	DÉNOMINATIONS	Tarifs 2016	Nouveaux tarifs applicables au 1er mars 2022	UNITÉS
1	ABONNÉS FOIRAIL	0,22	0,25	m²/jour
2	PASSAGERS FOIRAIL	0,35	0,40	m²/jour
3	VOLAILLES FOIRAIL	0,18	0,20	unité/jour
4	ABONNÉS MARCADIEU	0,22	0,25	m²/jour
5	PASSAGERS MARCADIEU	0,35	0,40	m²/jour
6	PRÉSENTOIRS VITRINES MARCADIEU	1,50	1,60	m²/jour
7	CARREAU MARCADIEU	0,22	0,25	unité/jour
8	ALIMENTATION, AUVENTS HALLE MARCADIEU	0,32	0,35	m²/jour
9	MIEL - GATEAUX - FROMAGES - CONFISERIES	2,40	2,50	m²/jour
10	MANÈGE VILLE MORTE	0,20	0,30	m²/jour
11	MANÈGE FÊTE FORAINE 0 A 100 m²	0,45	0,50	m²/jour
12	MANÈGE FÊTE FORAINE + 100 m²	0,35	0,40	m²/jour
13	ODP DIVERS	0,45	0,50	m²/jour
14	PANNEAUX ET PRÉSENTOIRS	148,50	165,00	unité/an
15	VÉHICULES RESTAURATION RAPIDE (FOOD TRUCKS)	11,00	12,00	m²/mois
16	ODP SANS AUTORISATION PRÉALABLE	210,00	210,00	unité/jour
17	CARAVANES FÊTES	11,00	12,00	unité/jour
18	PETITES ANIMATIONS DE 0 A 20 m² et ASSOCIATIONS	60,00	60,00	unité/jour
19	ANIMATIONS INFÉRIEURES A 300 m²	0	100,00	unité/jour
20	ANIMATIONS SUPÉRIEURES A 300 m² et Grands cirques	0	300,00	unité/jour
21	LOCATION HALLE MARCADIEU	1 000,00	1000,00	unité/jour
22	LOCATION HALLE MARCADIEU ASSOCIATION	600,00	600,00	unité/jour
23	LOCATION 1/2 HALLE MARCADIEU ASSOCIATION	300,00	300,00	unité/jour
24	LOCATION EXTERIEUR PLACE MARCADIEU	1 000,00	1000,00	unité/jour

25	BRADERIE	20,00	20,00	ml/jour
26	MARCHE DE NUIT	8,00	10,00	ml/jour
27	MARCHE TOUSSAINT FLEURS	0,80	1,00	m²/jour
28	TAXIS	11,00	12,00	unité/mois
29	CARREAU BRAUHAUBAN	0,22	0,25	unité/jour
30	ETALS BRAUHAUBAN	12,60	14,00	m²/mois
31	ETALS BRAUHAUBAN EXTERIEUR	15,60	18,00	m²/mois
32	MAIL BRAUHAUBAN	19,80	22,00	m²/mois
33	CLEFS ETALS BRAUHAUBAN	40,00	40,00	unité
34	TERRASSES MAIL BRAUHAUBAN	14,40	16,00	m²/mois
35	TERRASSES ZONE 1 ANNUEL	0,23	0,26	m²/jour
36	TERRASSES ZONE 1 SAISONNIER	0,46	0,50	m²/jour
37	TERRASSES ZONE 2 ANNUEL	0,17	0,19	m²/jour
38	TERRASSES ZONE 2 SAISONNIER	0,33	0,36	m²/jour
39	TERRASSES ZONE 3 ANNUEL	0,14	0,16	m²/jour
40	TERRASSES ZONE 3 SAISONNIER	0,27	0,29	m²/jour
41	DÉBITS DE BOISSONS TEMPORAIRES ASSOCIATIONS	50,00	60,00	unité/jour
42	DÉBITS DE BOISSONS TEMPORAIRES PROFESSIONNELS	100,00	110,00	unité/jour
43	VIDES GRENIERS FOIRAIL	150,00	160,00	unité/jour
44	VIDES GRENIERS AUTRES LIEUX	100,00	110,00	unité/jour
45	STAND HUITRES SAISONNIER (WE et jours fériés de septembre à mai)	800,00	880,00	Période
46	CHARIOTS DE BALLONS ET ARTICLES DE FÊTE	22,00	25,00	unité/jour

Toutes les délibérations de création de divers tarifs d'occupation du domaine public sont abrogées et remplacées par la présente délibération.

Sur avis de la commission Développement économique, Emploi, Commerce et artisanat du 2 février 2022, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver ces nouveaux tarifs d'occupation du domaine public à compter du 1^{er} mars 2022 ;

- d'autoriser M. le Maire à signer tout acte utile.

4 - OUVERTURES DOMINICALES DES COMMERCES 2022 - DÉLIBÉRATION MODIFICATIVE

Suite à une erreur matérielle sur la délibération du 8 novembre 2021, les dates d'ouvertures dominicales 2022 ont été ainsi modifiées :

- Dimanche 26 juin 2022 (1^{er} dimanche soldes été)
- Dimanche 27 novembre 2022 (Black Friday)
- Dimanche 4 décembre 2022
- Dimanche 11 décembre 2022
- Dimanche 18 décembre 2022.

La présente délibération abroge et remplace la délibération du 8 novembre 2021.

Sur avis de la commission Développement économique, Emploi, Commerce et artisanat du 2 février 2022, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accorder les autorisations d'ouvertures des commerces pour cinq dimanches pour l'année 2022 aux dates proposées ci-dessus.

5 - HALLE BRAUHAUBAN - ATTRIBUTION DE L'ÉTAL N° 13

Par délibération du 6 février 2012, le Conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer une convention d'occupation du domaine public avec chaque commerçant occupant une surface commerciale sous la halle Brauhauban.

L'étal n° 13 était occupé par la SEE Produits du terroir, représentée par Monsieur Alain HOORNAERT, qui a exercé une activité de vente de produits crémiers et régionaux à la halle Brauhauban.

Monsieur Didier NÉBOUT, propose un dossier de reprise de cet étal. Il souhaite y exercer une activité identique.

Sur avis favorable de la commission Développement économique, Emploi, Commerce et Artisanat du 5 janvier 2022, il est proposé au Conseil municipal de :

- d'approuver l'attribution à Monsieur Didier NÉBOUT de l'étal n° 13 et d'établir avec ce dernier une nouvelle convention d'occupation du domaine public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la nouvelle convention d'occupation du domaine public avec Monsieur Didier NÉBOUT à compter de la date d'accord définitive entre les deux parties.

VILLE DE TARBES

ESPACE BRAUHAUBAN

Convention d'occupation du domaine public

Entre les soussignés :

La ville de Tarbes,

Représentée par **Monsieur Pascal CLAVERIE**, Premier adjoint au Maire, spécialement habilité à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 juillet 2020,

Ci - après dénommée « la Ville » ou le propriétaire

et

Monsieur NEBOUT

12 allée du Bergons

65400 AYZAC - OST

Agissant en qualité de gérant

Ci après dénommée « l'Occupant »

Exposé préalable

Conçue dans son architecture actuelle au début des années soixante-dix, la Halle Brauhauban occupe une position majeure au cœur de la ville de Tarbes.

- D'une emprise au sol de plus de 4 000 m², cet édifice, propriété de la Ville de Tarbes, cumule les fonctions :
- De halle quotidienne, offrant tous les matins les étals permanents de nombreux commerçants et artisans,
- De carreau pour maraîchers proposant leur production,
- De parc de stationnement avec quatre étages accessibles.

La municipalité a entrepris une rénovation en profondeur de cet espace.

La rénovation de ce site, stratégique pour l'avenir de l'activité artisanale, commerciale et de services de la Ville de Tarbes, s'inscrit dans une triple démarche :

- Intégrer le bâtiment dans sa dimension architecturale et fonctionnelle dans le tissu urbain du centre-ville de Tarbes.
- Adopter une démarche de développement durable en permettant d'optimiser la performance sur le plan architectural et au sein de l'espace commercial.
- Proposer aux habitants et aux consommateurs un nouveau concept de distribution de proximité répondant à toutes leurs attentes en complétant l'offre traditionnelle des commerçants de la halle par un supermarché en libre-service, d'une surface inférieure à 1 000 m²,

Il est précisé que l'étal n°13, objet des présentes était auparavant occupé par Monsieur Alain HOORNAERT, né le 8/02/1955 à Dunkerque (59) gérant en nom propre dont le siège social est situé 3 bis rue Jean Pellet, identifiée sous le numéro 413 279 233 R.C.S et immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Tarbes, dont la convention d'occupation signée le 22 mai 2012 a fait l'objet d'une publication au service de la publicité foncière de Tarbes 1^{er} bureau, le 14 janvier 2014 , volume 2014 P, n° 175.

Par délibération en date du 7 février 2022, le conseil municipal s'est prononcé favorablement pour le changement d'occupant de l'étal n°13

Ceci étant exposé, les parties conviennent ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les emplacements définis à l'article 4 afin de lui permettre d'implanter, de mettre en service et d'exploiter une activité de vente de produits crémiers et régionaux, d'une surface totale de 32,40m² m².

ARTICLE 2 : DOMANIALITÉ PUBLIQUE

La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

En conséquence, l'Occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions de la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation et quelque autre droit.

ARTICLE 3 : DROITS RÉELS

La présente convention est constitutive d'un droit réel pour son titulaire pour la durée de la convention en application de l'article L 2122-20 du Code général de la propriété des personnes publiques et des articles L 1311-5 et s. du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 4 : DÉSIGNATION

L'Occupant est autorisé à occuper les lieux ci-après désignés : étal n°13 dépendant de la halle Brauhauban, sis 4 rue de Gonnès à TARBES, et repérés sur le plan annexé (annexe n° 1) à la présente convention.

Conformément au règlement intérieur annexé à la présente convention, cet étal, en raison de sa situation, restera ouvert les matins.

ARTICLE 5 : RÉGLEMENTATION

L'Occupant s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la salubrité, la sécurité, la législation du travail, de sorte que la Ville ne puisse être ni recherchée, ni inquiétée.

De manière générale, il fera son affaire personnelle de la conformité permanente des lieux mis à disposition avec son activité et plus particulièrement avec les lois, règlements ou prescriptions administratives en vigueur ou à venir en matière d'hygiène, de salubrité ou de sécurité des personnes. Sur ce dernier point, il est expressément convenu entre les parties que conformément aux prescriptions de la Commission de sécurité, la Ville assurera le pilotage des mesures de sécurité de l'ensemble des surfaces commerciales de la halle.

Les conditions d'exploitation des emplacements mis à disposition dans l'espace Brauhauban feront l'objet d'un arrêté municipal qui sera annexé à la présente dont tout occupant reconnaît avoir connaissance et s'engage à s'y conformer strictement.

ARTICLE 6 : DESTINATION DES LIEUX MIS À DISPOSITION

La Ville autorise l'Occupant à exercer dans les lieux mis à disposition une activité de vente de produits crémiers et régionaux, à ses risques exclusifs, étant précisé que le financement et la réalisation d'un certain nombre de travaux d'aménagement sont à la charge de l'Occupant.

L'Occupant est chargé de la réalisation des travaux d'aménagement et d'équipement de l'espace occupé. L'Occupant fera son affaire de toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux.

L'Occupant ne pourra affecter les lieux à une destination autre que celle précédemment décrite.

L'Occupant devra se conformer strictement aux prescriptions établies dans le cahier des charges de consultation pour le choix de l'enseigne des étals.

La présente autorisation sera automatiquement retirée si un commerce différent de celui pour lequel elle a été délivrée était substitué à ce dernier.

ARTICLE 7 : CARACTÈRE PERSONNEL DE L'AUTORISATION

L'Occupant s'engage à occuper lui-même et sans discontinuité les lieux mis à sa disposition. La présente convention est conclue *intuitu personae*. La Ville doit être informée préalablement de toute volonté de changement dans l'identité du titulaire de la mise à disposition ou sa forme juridique et devra donner son accord.

Toute sous location de l'emplacement est interdite.

Toute cession partielle ou totale de la présente convention est interdite sans l'accord préalable et express de la Ville, dans le cas contraire, la Ville se réserve le droit de résilier la convention sans aucune indemnité de toute sorte pour l'Occupant.

ARTICLE 8 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie à compter de la signature de la présente **et jusqu'au 31 décembre 2029.**

Six mois au moins avant la date d'échéance de la présente convention, les parties conviennent de se rencontrer afin de déterminer les conditions de son renouvellement.

Aucun renouvellement tacite ne pourra avoir lieu ; la reconduction de la présente devra faire l'objet d'un accord express des deux parties,

ARTICLE 9 : ÉTAT DES LIEUX

Lors de la mise à disposition et à la sortie des lieux, un état des lieux sera établi contradictoirement entre les deux parties. L'état des lieux d'entrée sera annexé à la présente dès son établissement.

ARTICLE 10 : REDEVANCE

En contrepartie de la mise à disposition des locaux désignés à l'article 4 ci-dessus, l'Occupant versera à la Ville une redevance mensuelle.

Cette redevance est composée d'une partie relative à l'occupation de l'emplacement et d'une partie relative aux charges d'occupation telles que décrites à l'article 11 ci-dessous.

Cette redevance sera payable mensuellement au régisseur, contre délivrance d'une quittance.

Conformément à la délibération en date du 7 février 2022 du Conseil municipal cette redevance sera calculée en application des tarifs alors fixés.

La part de la redevance relative à l'occupation de l'emplacement variera en même temps et dans les mêmes proportions, que l'indice INSEE du coût de la construction. La variation s'appréciera à l'expiration de chaque période annuelle, à compter du 1^{er} janvier 2015, par comparaison de l'indice publié le jour de la révision et de l'indice de l'année précédente. L'indice de référence sera le dernier indice connu au 1^{er} janvier 2014.

La part de la redevance relative aux charges d'occupation variera annuellement, à compter du 1^{er} janvier 2015, en fonction de leur coût réel.

Les variations de la redevance feront l'objet d'une décision du Maire de Tarbes.

ARTICLE 11 : CHARGES D'OCCUPATION

L'Occupant s'acquittera auprès de la Ville de la quote-part des charges ci-après décrites, correspondant à sa surface d'occupation soit :

- consommation d'eau des communs,
- consommation éclairage des communs,
- maintenance du système de sécurité incendie,
- maintenance du groupe électrogène,
- maintenance de l'éclairage des communs,
- maintenance des portes automatiques de la halle,
- entretien des sols et sanitaires communs,

- maintenance du système de traitement de l'air,
- entretien du bac à graisses,
- maintenance des ascenseurs

ARTICLE 12 : IMPÔTS ET TAXES

L'Occupant acquittera directement les impôts et taxes de toute nature habituellement à la charge de l'occupant et auxquels il peut être assujéti du fait de son occupation et de son exploitation à compter de ce jour.

L'impôt foncier est supporté par l'occupant de l'étal au 1^{er} janvier de l'année.

En cas de changement d'occupant, il est prévu une répartition dite au « *prorata-temporis* » : en fonction de la période d'occupation au cours de l'année jusqu'au 31 décembre.

A ce titre le nouvel occupant s'engage à rembourser à l'ancien occupant la part de taxe foncière correspondant à la partie de l'année durant laquelle il a occupé l'étal. Dès réception de l'avis d'imposition, l'ancien occupant doit en informer le nouvel occupant qui s'engage, à première demande, à lui verser directement sa quote-part d'occupation.

ARTICLE 13 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

L'Occupant s'engage à prendre soin et à jouir en bon père de famille des locaux mis à sa disposition par la Ville, A cet égard l'occupant effectuera tous les travaux d'entretien courant, prendra en charge les divers aménagements nécessaires à ses activités et assurera le nettoyage des locaux mis à sa disposition. Toute dégradation des locaux provenant d'une négligence grave de l'Occupant ou d'un défaut d'entretien devra faire l'objet d'une remise en état aux frais de l'Occupant.

L'Occupant fera son affaire de la souscription de tout abonnement lié à l'exploitation de l'emplacement ou relatif à son activité.

L'Occupant s'engage également à ne pas créer du fait de l'utilisation des locaux dans le cadre de ses activités de troubles anormaux de voisinage.

L'Occupant doit se conformer aux diverses instructions, dispositions législatives et réglementaires relatives au bon déroulement de ses activités et à la sécurité.

ARTICLE 14 : RESPONSABILITÉS / ASSURANCES

Responsabilité

L'Occupant est seul responsable de son fait, de celui de son personnel et des biens dont il a la garde de tout dommage corporel, matériel et immatériel, qui en sont la conséquence, ainsi que de toute dégradation survenant, par ou à l'occasion des travaux d'aménagement réalisés conformément, par et ou à l'occasion de l'occupation et ou de l'exploitation des espaces occupés et survenant :

- aux bâtiments, aux espaces occupés et à leurs dépendances,
- aux biens d'équipement, matériels et marchandises de toute nature,
- aux personnes physiques notamment usagers clients des espaces.

La Ville est dégagée de toute responsabilité en cas de disparition ou détérioration de matériel ou marchandises dans les locaux mis à disposition du titulaire ainsi qu'en cas d'accidents survenus aux usagers desdits locaux ou aux personnes employés par l'Occupant.

Assurances

L'Occupant contractera auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurance, une ou plusieurs polices d'assurance garantissant notamment les risques d'incendie, explosion, foudre, dégât des eaux, responsabilité civile et fournira les attestations d'assurance correspondantes à la Ville à la signature de la présente.

L'Occupant demeure entièrement et seul responsable des dommages matériels directs qui pourraient résulter notamment d'un défaut d'entretien de ses installations.

Dans ce cas, l'Occupant et ses assureurs renoncent à exercer tout recours contre la Ville et ses assureurs en cas de dommage survenant aux biens de l'Occupant, de son personnel, et de toute personne agissant pour son compte et se trouvant dans les lieux objet des présentes.

ARTICLE 15 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

Résiliation par la Ville de Tarbes

Il pourra être mis un terme à la convention avant l'arrivée de son terme en cas notamment de :

- Cessation par l'Occupant pour quelque motif que ce soit de l'exercice de l'activité prévue dans les lieux mis à sa disposition.
- Infraction à la réglementation applicable à un titre quelconque à l'activité exercée dans les lieux mis à sa disposition après mise en demeure restée sans effet.
- Cession de la convention sans l'accord express de la Ville.
- Sous location de l'emplacement.
- Inexécution ou manquement à l'une quelconque des dispositions de la présente et notamment non-paiement de la redevance et des charges aux échéances prévues au contrat, après réception par l'Occupant d'une lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant un délai d'un mois,
- En cas de nécessité de procéder à une restructuration de l'immeuble, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans tous ces cas, la résiliation prendra effet dans le délai de 6 mois suivant mise en demeure restée sans effet notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Par ailleurs, la Ville pourra mettre fin à la présente pour tout motif d'intérêt général sous réserve d'une notification par lettre recommandée avec accusé de réception six mois au moins avant la date d'échéance.

Dans ce seul cas, l'Occupant pourra prétendre à une indemnité en réparation de son préjudice qui prendra en compte les éléments limitativement énumérés suivants :

- Partie non amortie des travaux d'aménagement et d'équipement pris en charge par l'occupant,
- Partie non amortie des matériels mis en service par l'occupant pour les besoins de l'exploitation des espaces occupés.

Dans tous les autres cas, l'Occupant ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni dédommagement de quelque nature que ce soit du fait de la résiliation de la convention.

Résiliation par l'occupant

L'Occupant peut à tout moment résilier la présente convention sous réserve d'un préavis de 6 mois notifié à la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'Occupant renonce à toute indemnité en sa faveur y compris à toute indemnité de rachat des investissements par lui réalisés.

ARTICLE 16 : FIN DE LA CONVENTION

La présente convention cesse de produire ses effets dans les conditions ci-dessous :

- A la date d'expiration du contrat prévue à l'article relatif à la durée de la convention.
- En cas de résiliation anticipée de la convention.

Conséquences de l'arrivée du terme ou de la résiliation anticipée

D'une manière générale, l'Occupant s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires ou à laisser prendre toutes mesures jugées nécessaires par la Ville pour permettre la reprise de l'emplacement et son affectation à un autre occupant.

Au terme de la convention, quelle qu'en soit la cause, le local sera remis à la Ville par l'occupant en parfait état d'entretien. Les aménagements réalisés, en dehors de ceux présentant un caractère mobilier deviendront propriété de la Ville sans que celle-ci soit tenue du paiement d'une quelconque indemnité.

A son choix, la Ville pourra demander la restitution du local dans son état ou configuration d'origine.

A défaut, la Ville utilisera toutes les voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant et la remise en état des lieux.

ARTICLE 17 : PUBLICATION DE LA CONVENTION

La présente convention sera publiée au premier Bureau des Hypothèques de Tarbes à la diligence et aux frais de la Ville.

ARTICLE 18 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

La convention se compose du présent document et de ses annexes ci-après désignées qui acquièrent la même valeur contractuelle :

- annexe 1 : localisation et plan des espaces occupés,
- annexe 2 : arrêté municipal réglementant l'espace Brauhauban,
- annexe 3 : état des lieux
- annexe 4 : attestation d'assurance

ARTICLE 19 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Toutes difficultés, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention qui n'auraient pu faire l'objet d'un règlement amiable, seront soumises au Tribunal Administratif de Pau.

Fait à Tarbes en deux exemplaires, le

L'Occupant,

Didier NEBOUT

Pour la ville de Tarbes

**Le Premier adjoint
Pascal CLAVERIE**

**Le Maire,
Gérard TRÉMÈGE**

6 – OFFICE DE TOURISME DE TARBES – STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE 2022 - 2024 – APPROBATION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS

Les objectifs et les moyens consacrés aux missions de l'Office de Tourisme de Tarbes sont définis par une convention d'objectifs passée avec la ville de Tarbes pour la période 2022-2024.

Pour répondre aux différents objectifs définis et être en adéquation avec le classement de l'Office de Tourisme en catégorie I et la marque « Qualité Tourisme », un plan touristique 2022-2024 a été réalisé autour de 4 axes stratégiques avec l'ambition de valoriser les atouts touristiques de la Ville, à savoir :

- L'accueil : un accueil performant en tous lieux en privilégiant la qualité pour répondre aux attentes de la clientèle : le conseil, le renseignement et la découverte.
- Poursuivre le rapprochement avec les partenaires du tourisme : mobiliser, fédérer et accompagner les acteurs touristiques.
- Adapter la communication avec la mise en place d'une véritable stratégie Web Marketing, mais aussi développer les outils de communication en fonction de l'attente de la clientèle.
- Renforcer le professionnalisme des agents en s'adaptant aux évolutions des métiers en favorisant la formation permanente du personnel ;

Pour mener à bien ces missions, la ville de Tarbes attribuera à l'Office de Tourisme des subventions de fonctionnement et exceptionnelles chaque année. Pour 2022, le montant des subventions est fixé à 127 405 €, conformément à la délibération sur l'octroi de subventions aux divers groupements au titre de 2022.

Pour les années suivantes, un avenant à la convention fixera, suite au vote des subventions par le Conseil municipal, les montants alloués à l'Office de Tourisme.

Après avis de la commission Développement économique, Emploi, Commerce et artisanat du 2 février 2022, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention d'objectifs pluriannuelle et sa stratégie de développement touristique liant l'Office de Tourisme et la ville de Tarbes sur la période 2022-2024 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention.

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS

2022 - 2024

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La ville de Tarbes, représentée par son Maire, Monsieur Gérard TREMEGE, en exécution des délibérations du Conseil municipal en date du 07 février 2022,
Ci-après dénommée « la Ville »,

D'une part,

ET :

L'Office de Tourisme de Tarbes, association régie par les dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée en Préfecture le 3 août 1990, et ayant son siège social Hôtel Gambetta, 3 cours Gambetta, à Tarbes, représenté par son Président, Monsieur Philippe SUZAC,

Désigné par les termes « l'association »,

D'autre part,

Il a été exposé et convenu ce qui suit,

Préambule :

Considérant la stratégie de développement touristique 2022 - 2024 définie par l'Office de Tourisme et ci-après annexée,

Considérant que l'association contribue à l'élaboration et participe à la mise en œuvre, ainsi qu'à l'évaluation de la politique touristique de la Ville en exerçant un rôle de concertation et de coordination avec les autres organismes publics ou privés ayant à intervenir dans la mise en œuvre de cette politique.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le programme d'actions dont le contenu est précisé dans la présente convention.

L'Office de Tourisme étant titulaire d'un classement en catégorie I, la collectivité entend

contribuer financièrement à la réalisation de ces actions conformément à son classement et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans. Elle prend effet à compter de sa notification, après signature des deux parties, et sera close au 31 décembre 2024.

Celle-ci pourra faire l'objet d'avenant.

Un mois au moins avant la date d'expiration de la convention, l'une ou l'autre des parties sont tenues de faire connaître leur intention :

- quant au renouvellement de la convention,
- quant à sa dénonciation, à notifier par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 3 - OBJECTIFS

La convention définit une prospective de développement touristique à 3 ans et prévoit les objectifs et les moyens consacrés tant par la ville que par l'OT à leur mise en œuvre. La stratégie touristique annexée est définie sur trois ans et les objectifs définis par un plan d'action sont annuels.

L'ambition de développement touristique de Tarbes se traduit par les objectifs suivants :

- Améliorer l'attractivité et la notoriété du territoire,
- Développer la fréquentation touristique de la destination en renforçant l'offre, en s'appuyant sur ses atouts, notamment patrimoniaux du territoire et l'animation de la ville, principalement sur les festivals.

Le programme d'actions présenté par l'association participe à la politique de développement touristique et patrimonial définie par la Ville en fixant les objectifs suivants :

3.1 Accueil et information des publics

L'association s'engage à assurer l'accueil selon les engagements liés à son classement actuel en catégorie I, dont notamment :

- un accueil dans un local directement accessible au public, indépendant de toute activité non exercée par l'Office, bien signalé dans la commune, bien situé par rapport aux flux de fréquentation des publics et disposant d'un panneau extérieur de signalisation,
- l'accueil des publics par un personnel qualifié bénéficiant d'une formation permanente,

indicateur : heures de formation de l'ensemble des collaborateurs

- l'accueil des publics présentant un handicap (l'Office est classé Tourisme Handicap 4 déficiences)
indicateurs : label Tourisme Handicap, personnel formé à l'accueil des publics spécifiques, pratique de la langue des signes
- un accueil dont l'ouverture est adapté à la fréquentation touristique et à l'accompagnement des manifestations
indicateur : 266 jours par an plus 2 dimanches en saison forte
- un accueil des visiteurs, un service réponses aux courriers, aux courriels et aux appels téléphoniques
indicateurs : nombre de visiteurs, typologie de clientèle, origine clientèle, type de demandes, nombre de courriers, courriels,
- la diffusion de documents touristiques (découverte de la Ville, hébergements, documents promotionnels de manifestations...) traduits en deux langues étrangères,
indicateurs : nombre de plans de ville diffusés, nombre d'agendas/mois diffusés, nombre de plans touristiques en anglais et espagnol diffusés
- la mise à jour du site web www.tarbes-tourisme.fr, la veille des nouvelles technologies (appli smartphone, réseaux sociaux).
indicateurs : visiteurs site internet, chargements de l'appli, abonnés réseaux sociaux

3.2 Promotion touristique

L'association assure la promotion touristique de la Ville de Tarbes par tous moyens appropriés tant sur des cibles grand public que professionnelles.

L'association diffuse à ces occasions toute documentation de promotion, d'appel, d'accueil à destination du grand public comme des professionnels.

indicateur : gestion des stocks

Les documents diffusés par l'association comportent obligatoirement le logo de la Ville de Tarbes.

3.3 Animation

L'association organise des actions d'animations et de loisirs (expositions,...), de promotion de la ville et de valorisation de patrimoine (calèche, visites commentées à thèmes,...), participe à de nombreuses animations organisées par la Ville et apporte son soutien logistique, technique ou de communication sur toutes les manifestations ou événements destinés à animer la Ville.

indicateurs : visites thématiques, expositions, accueils déportés lors de grandes manifestations sportives, balade en calèche de juin à septembre

3.4 Participation à la mise en œuvre de la politique touristique de la Ville

L'association met en place une stratégie de développement touristique locale en lien avec tous les partenaires touristiques de la commune. Elle a pour principal objectif d'accroître les retombées économiques directes et indirectes liées à l'activité touristique et au développement culturel. Cette stratégie peut comprendre l'élaboration de produits

touristiques afin de faciliter la mise en marché du tourisme local, ainsi que la commercialisation de ces produits ou prestations.

3.5 Mise en place d'outils d'évaluation de la politique touristique

La nécessité d'évaluer l'impact des actions de promotion, de mesurer la fréquentation touristique de la Ville de Tarbes, ainsi que son évolution, doivent conduire l'association à mettre en place des méthodes d'évaluation et à définir des indicateurs significatifs.

L'analyse de ces informations servira à mieux cerner l'offre et la demande touristique afin de mieux répondre aux attentes des visiteurs et à l'évolution des clientèles touristiques dans le but d'améliorer la qualité de leur séjour.

L'association mènera chaque année une réflexion complète sur ses propres actions en analysant leurs points forts et leurs points faibles afin de convenir avec la ville de Tarbes des orientations à apporter l'année suivante.

indicateurs : bilan d'activité, rapport moral, bilan comptable et financier

3.6 Démarche qualité

L'association, marquée Qualité Tourisme, est accompagnée pour le suivi par le CRT Occitanie et par la FDOT des Hautes-Pyrénées.

La Ville s'engage à :

- accompagner l'association dans le suivi de sa démarche qualité en interne et à identifier avec elle les différents moyens matériels et financiers nécessaires à sa réalisation,
- participer au groupe de travail local Qualité créé par l'association sur la destination de Tarbes. Ce groupe de travail analyse les indicateurs Qualité et mets en œuvre les améliorations à apporter sur la destination,
- mettre en place progressivement les éventuelles actions correctives qui relèvent de sa compétence en fonction d'un calendrier à définir,
- poursuivre son accompagnement dans le maintien de la marque Qualité Tourisme de l'association.

L'association s'engage à :

- assurer le suivi de la Qualité,
- poursuivre son organisation Qualité,
- réunir et animer le groupe de travail Qualité local.

indicateurs : marque Qualité Tourisme, tableaux de bord de la gestion des flux, mesure de la satisfaction client visiteurs et mobinautes, traitement des réclamations sur la destination, personnalisation des demandes des visiteurs, plan de formation des collaborateurs, optimisation des actions des pôles formalisées dans un plan d'action, réunion annuelle du groupe de travail Qualité local

ARTICLE 4 : SUBVENTION ALLOUÉE

En contrepartie des objectifs imposés par la présente convention, la Ville verse des subventions à l'association, dont les montants ont été fixés par le Conseil municipal après examen du budget prévisionnel et du programme d'activités établis par l'association.

Pour l'exercice 2022, la Ville alloue :

- une subvention de fonctionnement de 110 000 €,
- une subvention exceptionnelle de 8 000 € (calèche)
- une subvention exceptionnelle de 9 405 € correspondant aux mises à disposition.

Pour les exercices suivants, un avenant à la présente convention fixera le montant des subventions attribuées à l'association.

La subvention de fonctionnement fera l'objet de 4 versements au début de chaque trimestre.

Les subventions exceptionnelles (à l'exception de celle correspondant aux mises à dispositions) seront versées à l'issue des manifestations.

Des crédits complémentaires pourront être prévus pour toute autre tâche précise, ponctuelle ou permanente confiée à l'Office de Tourisme et faisant l'objet d'avenants à cette convention, stipulant la nature, la durée du service et le montant des crédits spécifiques accordés.

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de l'administration, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de toute ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. L'administration en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 : MOYENS MIS À DISPOSITION

En outre, la Ville met à la disposition de l'association à titre gratuit :

- les locaux nécessaires à son fonctionnement situés Hôtel Gambetta, 3 cours Gambetta, à Tarbes. L'entretien des constructions est assuré par la Ville qui pourvoit aux rénovations nécessaires,
- l'aménagement mobilier lourd nécessaire au fonctionnement de l'association (comptoirs d'accueil, mobilier de rangement, vitrines d'exposition, matériel de bureau et informatique...),

- des locaux de stockage de marchandises

Ces moyens sont alloués à l'association pour la durée de la présente convention en contrepartie des obligations et actions imposées à l'association et sous la condition expresse que l'association remplisse réellement toutes les clauses de la présente convention.

En contrepartie, l'association s'engage à valoriser et comptabiliser dans ses écritures comptables la jouissance gratuite de ces locaux et équipements mis à sa disposition.

Par ailleurs, la mise à disposition de deux agents municipaux auprès de l'association sera remboursée par celle-ci à la Ville à hauteur de 9 405 €.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS COMPTABLES

L'association s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE DE LA VILLE

7-1 Modalités d'évaluation et de réalisation des objectifs :

Le budget et le programme d'actions prévisionnels approuvés par le Conseil d'Administration de l'association sont présentés à la Ville pour examen et approbation par la commission responsable.

L'association fait également parvenir à la Ville un rapport annuel d'activités assorti d'un bilan financier.

La Ville vérifie l'utilisation de sa participation sur le plan qualitatif et quantitatif et peut demander des explications sur les éventuels décalages entre le programme arrêté et l'état des objectifs à atteindre.

Par ailleurs, la Ville peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle juge utiles, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis de la Ville.

7-2 Contrôle de l'emploi de la subvention :

En contrepartie du versement de la subvention, l'association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1^{er} janvier au 31 décembre, devra :

- Formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 1^{er} octobre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé.
- Communiquer à la Ville, dans les trois mois de leur approbation par l'assemblée générale, son bilan, son compte de résultat (ou compte de dépenses et recettes) certifiés par le président ou le trésorier, ainsi que le rapport d'activité de l'année écoulée (et s'il y a lieu, le rapport du commissaire aux comptes. Dans ce cas, ces documents devront être dûment certifiés par le commissaire).
- Fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

L'association qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un (ou plusieurs) commissaire(s) aux comptes ou qui fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à la Ville tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles.

D'une manière générale, l'association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville l'utilisation des subventions reçues aux fins de vérification par la personne habilitée par la Ville. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet. Le contrôle pourra porter sur l'année en cours et les trois années précédentes.

ARTICLE 8 – RESPECT DES OBLIGATIONS STATUTAIRES

L'association s'engage à fonctionner en conformité avec ses statuts. Elle s'engage à revoir ses statuts en fonction des nouveaux textes de loi pouvant intervenir en matière touristique ou concernant les compétences des collectivités locales ou de nature à remettre en cause ses objectifs et ses modes de fonctionnement.

L'association s'engage à informer la Ville de toutes modifications pouvant intervenir en matière statutaire.

Elle devra également fournir régulièrement les procès-verbaux des assemblées générales et des conseils d'administration, ainsi que toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du conseil d'administration et du bureau.

Elle s'engage enfin à informer ses adhérents sur la vie de l'association et son fonctionnement par, au minimum, une convocation annuelle en Assemblée Générale et une convocation du Conseil d'Administration faisant état de son activité.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITÉS - ASSURANCES

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association devra souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la Ville ne puisse être recherchée ou inquiétée. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

ARTICLE 10 – IMPÔTS ET TAXES

L'association fera son affaire personnelle de toutes les taxes et redevances présentes ou futures constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que la ville ne puisse être recherchée ou inquiétée en aucune façon à ce sujet.

ARTICLE 11 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci.

ARTICLE 12 – RÉSILIATION

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis ni indemnité, en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

Par ailleurs, la ville se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment, à la présente convention, en cas de non-respect de l'une des clauses d'un quelconque avenant à ladite convention, dès lors que, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par la ville par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans préavis en cas de faute lourde.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable sera signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les parties.

ARTICLE 13 – RÉSOLUTION DES LITIGES

Toute contestation relative à la présente convention sera de la compétence du tribunal administratif de Pau.

Fait à Tarbes, le

Pour l'Office de Tourisme

Le Président,

Philippe SUZAC

Pour La Municipalité

Le Maire,

Gérard TRÉMÉGE

OFFICE de TOURISME de TARBES

Stratégie de développement Touristique 2022 – 2024

1- Convention d'objectifs avec la Ville

L'Office de Tourisme de Tarbes est lié par convention municipale d'objectifs à la ville de Tarbes. Cette convention est conclue pour une durée de 3 ans.

Dans ce cadre, l'Office de Tourisme s'engage à assurer l'accueil selon les engagements liés à son classement actuel en catégorie I :

- un accueil dans un local directement accessible au public, indépendant de toute activité non exercée par l'Office, bien signalé dans la commune, bien situé par rapport au flux de fréquentation des publics et disposant d'un panneau extérieur de signalisation,
- l'accueil des publics par un personnel qualifié bénéficiant d'une formation permanente,
- l'accueil des publics présentant un handicap (l'Office est classé Tourisme Handicap 4 déficiences),
- un accueil dont l'ouverture est adaptée à la fréquentation touristique et à l'accompagnement des manifestations (une ouverture 266 jours/an plus 2 dimanches en saison forte selon les critères de classement de la catégorie I),
- un service permanent de réponses aux courriers, aux courriels et aux appels téléphoniques,
- la diffusion de documents touristiques (découverte de la ville, hébergements, documents promotionnels de manifestations,...) traduits en deux langues étrangères,
- la mise à jour du site Web www.tarbes-tourisme.fr traduit en deux langues étrangères, la veille des nouvelles technologies (appli smartphone, réseaux sociaux),
- l'Office de Tourisme assure la promotion touristique de la Ville de Tarbes par tous moyens appropriés tant sur des cibles grand public que professionnelles,
- l'Office de Tourisme organise des actions d'animation (expositions), de promotion de la ville (calèche, visites guidées...), participe à de nombreuses animations organisées par la ville et apporte son soutien logistique, technique, billetterie ou de communication sur toutes les manifestations ou événements destinés à animer la ville.

2- loi NOTRe

La loi NOTRe autorisant les communes classées « Station de Tourisme » à conserver la compétence « promotion du tourisme », par délibération en date du 12 décembre 2016, le Conseil municipal de la ville de Tarbes a décidé du maintien sous compétence communale de l'Office de Tourisme de la Ville de Tarbes.

Pour répondre aux différents objectifs définis, un plan de développement touristique 2022 - 2024 a été réalisé autour de 4 axes stratégiques avec l'ambition de valoriser les atouts touristiques de la ville de Tarbes.

- l'accueil : un accueil performant sur tous les fronts en privilégiant la qualité pour répondre à l'attente de la clientèle : le conseil, le renseignement et la découverte,
- poursuivre le rapprochement avec les partenaires du tourisme ; mobiliser, fédérer et accompagner les acteurs touristiques,
- adapter notre communication avec la mise en place d'une véritable stratégie Web Marketing, mais aussi développer les outils de communication en fonction de l'attente de notre clientèle,
- renforcer le professionnalisme des agents en s'adaptant aux évolutions des métiers par une formation permanente du personnel.

L'objectif est de contribuer au développement de la ville, à son accueil, à son dynamisme, à son image de façon à :

- améliorer l'attractivité et la notoriété du territoire,
- développer la fréquentation touristique sur le territoire en renforçant l'offre, en s'appuyant sur les atouts notamment patrimoniaux du Territoire.

LES ATOUTS

Un territoire bien positionné, accessible :

- une situation géographique idéale (50' des stations de ski – 1h15 de l'océan), un aéroport, une gare TGV, autoroute,...
- un climat agréable.

Une offre touristique attractive :

- un haras municipal, un musée international (Hussards), des jardins remarquables, des marchés, des festivals de renommée mondiale, une offre culturelle de qualité avec une scène nationale,...
- un patrimoine de qualité,
- une notion de « Bien-vivre » avec de bons produits locaux,
- proximité des grands sites ; Lourdes, le Pic du Midi, Gavarnie,...

Une volonté touristique affichée :

- un personnel qualifié et formé,
- 100 000 contacts à l'Office de Tourisme (visiteurs, appels, mails, courriers, application). Période forte de mai à septembre,
- un partenariat fort avec les sociaux-professionnels. 131 adhérents,
- une hôtellerie renouvelée,
- 1 186 lits ; en 2020 : 70 342 nuitées déclarées
- retombées économiques : près de 5 millions d'€
dépenses-retombées économiques : 1€/5€

STRATÉGIE

Préambule :

Pour un bon fonctionnement et une application parfaite du plan d'actions (établi annuellement par la direction de l'Office de Tourisme) qui découle de la stratégie, la communication en interne est essentielle. La synergie entre l'Office de Tourisme, Tarbes Animations et les services municipaux concernés est indispensable. Une ligne éditoriale est établie à partir du slogan « *Tarbes, laissez-vous surprendre* ».

AXE 1 :

L'accueil : un accueil performant en tous lieux en privilégiant la qualité pour répondre à l'attente de la clientèle : le conseil, le renseignement et la découverte.

L'Office de Tourisme de Tarbes, acteur du développement touristique territorial.

Mesure 1 : mettre en œuvre les directives du plan d'action défini chaque année.

Mesure 2 : accueillir le visiteur, le conseiller, lui proposer un service personnalisé.

Mesure 3 : communiquer sur l'importance du développement touristique pour le territoire et sur le rôle de l'Office de Tourisme auprès des élus, des sociaux - professionnels et de la population.

Mesure 4 : développer des visites guidées et commentées thématiques.

Mesure 5 : délocaliser l'Office de Tourisme sur des salons chaque fois que cela est possible pour vendre l'image de Tarbes « ville touristique ».

Mesure 6 : appliquer les engagements par rapport au classement, à la démarche Qualité et au Tourisme Handicap.

Mesure 7 : engager une réflexion sur un accueil plus moderne mieux adapté aux besoins actuels.

AXE 2 :

Poursuivre le rapprochement avec les partenaires du tourisme. Mobiliser, fédérer et accompagner les acteurs touristiques.

Mesure 1 : mettre en œuvre les directives du plan d'action défini chaque année.

Mesure 2 : rencontrer régulièrement les sociaux-professionnels afin de renforcer les liens.

Mesure 3 : informer régulièrement les sociaux-professionnels de nos activités.

Mesure 4 : poursuivre les liens avec les acteurs touristiques de la ville (services municipaux : culture, musées ...), HPTE, les Offices de Tourisme, la fédération Départementale des Offices de Tourisme,...

Mesure 5 : sensibiliser les habitants aux atouts de notre territoire pour en faire des « ambassadeurs ».

AXE 3 :

Adapter notre communication avec la mise en place d'une véritable stratégie Web Marketing, mais aussi développer les outils de communication en fonction de l'attente de notre clientèle.

Mesure 1 : mettre en œuvre les directives du plan d'action défini chaque année.

Mesure 2 : Adapter et développer les supports de communication en direction des publics ciblés. Veiller à l'unité de notre communication. Etablir une charte.

Mesure 3 : communiquer en direction de la presse et des médias divers. Etablir lors de nos actions des dossiers de presse.

Mesure 4 : Améliorer en permanence notre site WEB pour gagner en visibilité.

Mesure 5 : Poursuivre le développement des compétences internes dans les nouvelles technologies.

Mesure 6 : Développer l'utilisation des réseaux sociaux.

Mission 7 : Développer la ligne éditoriale à partir du slogan : *Tarbes, laissez-vous surprendre.*

Mission 8 : Développer l'appellation « Tarbes Tourisme ».

AXE 4 :

Renforcer le professionnalisme des agents en s'adaptant aux évolutions des métiers par une formation permanente du personnel.

Mesure 1 : mettre en œuvre les directives du plan d'action défini chaque année.

Mesure 2 : utiliser les données qualitatives et quantitatives fiables des questionnaires, les étudier pour s'adapter et répondre par nos actions à la demande.

Mesure 3 : Quantifier les retombées économiques du tourisme dans notre ville.

Mesure 4 : Partager les compétences pour être encore plus performant.

Mesure 5 : Participer aux formations proposées en fonction des besoins.

Mesure 6 : Entretien individuel annuel avec la Direction.

**COMMISSION ÉDUCATION - JEUNESSE - ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR - RESTAURATION COLLECTIVE**

7 - PROMOTION LOCALE DES SÉJOURS DE L'ARCOUADE – CENTRE JEAN LASSALLE

La crise sanitaire impacte fortement les activités du centre de l'Arcouade.

Alors que le planning du 1^{er} trimestre 2022 était complet, des groupes ont annulé leurs séjours en raison de cas COVID, ou d'interdictions de partir ordonnées par les directions des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN).

Afin de pallier ces difficultés, il est proposé de revoir la stratégie d'accueil, notamment en travaillant sur la « relocalisation » d'une partie des usagers afin d'éviter les transports longs et les changements de département, en opérant une promotion locale. Cette pratique répondra ainsi à un double objectif :

- éviter les interdictions de déplacement entre départements,
- s'inscrire dans une démarche durable de réduction des distances de transport.

La promotion s'effectuera lors de journées organisées pour différents groupes (scolaires, associations...) sur diverses activités (randonnées, raquettes...), au cours desquelles, les animateurs de l'Arcouade présenteront le centre, les activités et les séjours avec nuitées.

Pour être suffisamment attractif, il convient de proposer une réduction de 50 % sur ces journées, ou demi-journées d'activité, avec ou sans repas.

Cette opération sera limitée à l'année 2022, à une sortie par groupe et uniquement sur des structures des Hautes-Pyrénées.

Sur avis favorable de la commission Éducation, Jeunesse, Enseignement supérieur, Restauration collective du 1^{er} février 2022, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la réduction de tarif de 50 % sur des journées ou demi-journées d'activité afin d'organiser la promotion des séjours de l'Arcouade en 2022 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte utile.

**COMMISSION CADRE DE VIE/PROPRETÉ -
TRANSITION ÉCOLOGIQUE - PROTECTION ANIMALE**